

Unité départementale du Rhône  
63 avenue Roger Salengro  
69100 Villeurbanne

Villeurbanne, le 25/06/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/06/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SAS Maison Francois Cholat (ex coop Dauphinoise)**

1310 route de Thuile  
38510 Morestel

Références : UD-R-CRT-25-129  
Code AIOT : 0006105235

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2025 dans l'établissement SAS Maison Francois Cholat (ex coop Dauphinoise) implanté place de la gare ZONE PORTUAIRE DE Loire 69560 Saint-Romain-en-Gal. L'inspection a été annoncée le 06/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SAS Maison Francois Cholat (ex coop Dauphinoise)
- place de la gare ZONE PORTUAIRE DE Loire 69560 Saint-Romain-en-Gal
- Code AIOT : 0006105235
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Maison François Cholat exploite sur la zone portuaire de Loire à Saint Romain-en-Gal, une installation de stockage de céréales autorisée par arrêté préfectoral du 29 octobre 1999 modifié. La partie nord, du site d'origine, a été cédée au groupe Transports Michaud qui y exploite une plateforme multi-modale bénéficiant d'un embranchement trail/fleuve/route. Par courrier du 2 juin 2021, la société Maison François Cholat a adressé à monsieur le préfet du Rhône une déclaration de changement d'exploitant pour la partie sud du site.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Autre	Autre du 02/06/2021, article /	Demande d'action corrective	7 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dispositions générales	Autre du 02/06/2021, article /	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site n'est plus exploité par la Maison François Cholat depuis 2022. Actuellement, le groupe de transport Michaud exploite le silo pour le stockage de produits non dangereux.

L'exploitant doit régulariser sa situation administrative, sous 1 semaine, en engageant le processus de cessation d'activité conformément à l'article R.512-75-1 et suivants du code de l'environnement.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Dispositions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 02/06/2021, article /
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Changement d'exploitant
<b>Prescription contrôlée :</b>  Par courrier en date du 02/06/2021, l'exploitant a informé le préfet que la société SAS Maison François Cholat a repris en sous location l'exploitation de la partie sud du site.
<b>Constats :</b>  Le groupe Oxyane est le propriétaire du site et le groupe SAS Maison François Cholat est l'exploitant locataire. Les démarches ICPE visées infra relèvent du groupe SAS Maison François Cholat.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Autre

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 02/06/2021, article /
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Autre

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'inspection du 28/07/21 avait mis en évidence un silo pratiquement vide.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que son site n'est plus exploité depuis 2022. L'inspection constate que le silo est actuellement utilisé par le groupe Transports Michaud pour le stockage de produits non dangereux.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Demande 1 : L'exploitant devra régulariser sa situation administrative en engageant le processus de cessation d'activité conformément à l'article R.512-75-1 et suivants du code de l'environnement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 7 jours</p>